



<http://www.jtl.lu>

Marc THEWES, rédacteur en chef

SOMMAIRE

- La Cour constitutionnelle luxembourgeoise et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par G. Ravarani 37
- Cour constitutionnelle - Répartition des rôles entre juge ordinaire et juge constitutionnel - Juridiction ordinaire estimant que « la question de constitutionnalité est dénuée de tout fondement » - Caractère objectivement évident et manifeste du défaut de fondement. (Cour de cassation, 25 février 2010, conclusions de J. Petry) 42
(Cour administrative, 2 décembre 2010, note) 45
- I. Cassation en matière pénale - Décisions pouvant faire l'objet d'un pourvoi - II. Procédure pénale - Délai d'opposition extraordinaire contre les jugements répressifs rendus par défaut. (Cour de cassation, 20 janvier 2011) 46
- I. Saisie-arrêt - Conditions de validation - Décision étrangère exécutée - Exigence de signification (oui) - II. Appel - Effet dévolutif - Prise en compte de tous les faits survenus depuis le jugement de première instance. (Cour d'appel, 7^e ch., 3 juin 2009) 47
- I. Vente d'immeuble à construire - Revente par l'acquéreur d'un immeuble à construire avant l'achèvement de la construction - Cession de contrat (oui) - Exigence de rédaction d'un contrat conclu sous la forme authentique (article 1605-1, C. civ.) (non) - II. Cession de contrat - Absence de disposition spécifique relative à la cession de contrat de vente d'immeuble à construire - Exigence du consentement du cédé (oui) - III. Condition suspensive - Octroi d'un prêt bancaire - Rétractation ultérieure de l'avis favorable de la banque - Condition suspensive réalisée (oui) - IV. Clause pénale - Pouvoir modérateur du juge des peines manifestement excessives (article 1152, alinéa 2, C. civ.). (Cour d'appel, 1^{re} ch., 10 février 2010, observations de D. Hiez) 48
- I. Contentieux administratif - Droit des avocats à la Cour d'assumer eux-mêmes la défense de leurs intérêts personnels devant la Cour administrative - II. Impôt sur le revenu - Taxation d'office - Voies de recours à la disposition des contribuables - III. Secret professionnel de l'avocat - Ne peut être invoqué pour dispenser un avocat de rapporter la preuve de ses revenus professionnels réels dans le cadre d'un recours contre une taxation d'office subie par l'avocat. (Cour administrative, 19 mai 2009) 56
- Contentieux administratif - Conditions de recevabilité des actions dirigées contre des actes administratifs individuels - Intérêt pour agir des associations agréées pour la défense de l'environnement (oui). (Cour administrative, 15 juillet 2010) 57
- Égalité devant la loi - Discrimination indirecte - Pertinence dans le cadre de l'appréciation de la constitutionnalité d'une loi. (Conseil supérieur des assurances sociales, 27 octobre 2010) 59
- Chronique judiciaire : Curiosa - Bibliographie.

DOCTRINE

La Cour constitutionnelle luxembourgeoise et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

LES JURIDICTIONS LUXEMBOURGEOISES se reconnaissent le droit, depuis 1950, de contrôler la conventionnalité des lois et d'en écarter l'application en cas de constat d'inconventionnalité. Une des normes internationales les plus souvent invoquées à cet effet est la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La création, en 1997, de la Cour constitutionnelle, saisie par voie préjudicielle par les juridictions devant lesquelles se pose une question de constitutionnalité de la loi, a conduit à un contrôle supplémentaire du respect, par les lois, des droits fondamentaux, ceux-ci se trouvant en effet énoncés dans un chapitre de la Constitution intitulé « Des libertés publiques et des droits fondamentaux ».

Depuis sa création, la Cour constitutionnelle a rendu un certain nombre d'arrêts en se référant à un droit fondamental garanti par la Constitution et, par ailleurs, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les deux contrôles de conventionnalité et de constitutionnalité étant juxtaposés sans être consolidés, il existe un risque réel de jurisprudences divergentes entre la Cour constitutionnelle et les autres juridictions concernant un droit précis; ce risque s'est d'ores et déjà réalisé à propos du droit d'adoption plénière par une personne célibataire.

Par ailleurs, au visa de l'exigence constitutionnelle de l'égalité devant la loi, la Cour constitutionnelle a également fait prévaloir, face à une inégalité créée par deux dispositions législatives, celle conforme aux droits fondamentaux tels que garantis par la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Finalement, dans un arrêt, la Cour constitutionnelle s'est directement référée à une disposition de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Un des paradoxes du système institutionnel luxembourgeois est l'absence, jusqu'à très récemment, d'un contrôle de la constitutionnalité des lois, mais l'existence d'un contrôle de longue tradition, par les juridictions de droit commun, de la conformité des lois aux conventions internationales.

La création de la Cour constitutionnelle par une loi constitutionnelle du 12 juillet 1996 portant introduction de l'article 95ter de la Constitu-

tion, qui a institué un contrôle de la constitutionnalité des lois, a certes comblé une lacune grave et constitue un progrès indéniable dans la protection des droits des justiciables.

Il n'en demeure pas moins qu'étant donné que les deux contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité ont été juxtaposés sans être consolidés, des problèmes de cohérence du système se posent. Ceci est particulièrement visible au niveau de la protection des droits fon-